

CAZON
XB
-BSW

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
66 ELIZABETH II, 2017

Bill 162

An Act to amend the Insurance Act to authorize life settlements

Mr. M. Colle

Private Member's Bill

1st Reading October 3, 2017

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent





An Act to amend the Insurance Act to authorize life settlements

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1 Section 115 of the *Insurance Act* is amended by adding the following subsections:

Exception, life settlements

(2) Subsection (1) does not apply if the following conditions are satisfied:

1. The life insurance policy is held by,
 - i. the original policyholder, or
 - ii. the original policyholder and a related person within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada).
2. The policy has been held, as described in paragraph 1, for at least 36 months from the day on which the policy was issued.
3. The person who purchases the policy meets the prescribed requirements.
4. The agreement to sell the policy is presented in the prescribed manner and form.
5. The person who purchases the policy complies with such other requirements as may be prescribed.

Cooling-off period, life settlements

(3) The applicable person mentioned in paragraph 1 of subsection (2) may, without any reason, cancel an agreement to sell a life insurance policy as described in subsection (2) at any time during the period starting on the date of entering into the agreement and ending on the day that is 10 days later.

Consumer protection, life settlements

(4) The Commission shall, in accordance with the regulations, provide oversight in respect of transactions described in subsection (2) in order to ensure consumer protection.

2 Subsection 121 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

- 13.1 prescribing anything referred to as prescribed in paragraphs 3, 4 and 5 of subsection 115 (2);
- 13.2 governing the Commission's oversight under subsection 115 (4);

Commencement

3 This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

4 The short title of this Act is the *Insurance Amendment Act (Life Settlements), 2017*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends section 115 of the *Insurance Act* to provide for an exception to the current rule which prohibits any person, other than an insurer or its duly authorized agent, from trafficking or trading in life insurance policies. The prohibition does not apply to the sale of a life insurance policy if the purchase is from the original policyholder, the policy has been held for at least 36 months and other prescribed requirements are met.

The Bill provides for a 10-day cooling-off period, during which time the agreement for the sale of a life insurance policy may be cancelled. The Financial Services Commission of Ontario is required to provide oversight to ensure consumer protection.

Loi modifiant la Loi sur les assurances pour autoriser les rachats de polices d'assurance-vie

Projet de loi 162

2017

1. L'art. 115 de la Loi sur les assurances est modifiée par l'adjonction des paragraphes suivants :

ii. par son titulaire initial et une personne liée au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

i. par son titulaire initial,

1. La police d'assurance-vie est détenue, selon le cas :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les conditions suivantes sont réunies :

Exception : rachats de polices d'assurance-vie

2. La police à être détenue, comme l'indique la disposition 1, pendant au moins 36 mois à compter du jour de son établissement.

3. La personne qui rachète la police satisfait aux exigences prescrites.

4. La convention de vente de la police est présente de la main de et sous la forme prescrites.

5. La personne qui rachète la police se conforme aux autres exigences prescrites.

La personne concerne visée à la disposition 1 du paragraphe (2) peut, sans aucun motif, résilier la convention de vente d'une police d'assurance-vie visée au paragraphe (2) pour veiller à la protection des consommateurs.

(4) Conformément aux règlements, la Commission assure la surveillance des transactions visées au paragraphe (2) pour veiller à la protection des consommateurs.

Protection des consommateurs : rachats de polices d'assurance-vie

La personne concerne visée à la disposition 1 du paragraphe (2) peut, sans aucun motif, résilier la convention de vente d'une police d'assurance-vie visée au paragraphe (2) à tout moment de la période qui va du jour où la convention est conclue jusqu'à 10 jours plus tard.

(3) La personne concerne visée à la disposition 1 du paragraphe (2) peut, sans aucun motif, résilier la convention de vente d'une police d'assurance-vie visée au paragraphe (2) à tout moment de la période qui va du jour où la convention est conclue jusqu'à 10 jours plus tard.

Protection des consommateurs : rachats de polices d'assurance-vie

Le paragraphe 121 (1) de la Loi est modifié par l'adjonction des dispositions suivantes :

13.1. présenter tout ce que les dispositions 3, 4 et 5 du paragraphe 115 (2) mentionnent comme étant présents;

13.2. régir la surveillance assurée par la Commission en application du paragraphe 115 (4);

Entrez en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 2017 modifiant la Loi sur les assurances (rachats de polices d'assurance-vie).

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit un délai de réflexion de 10 jours durant lequel la convention de vente de la police d'assurance-vie peut être résiliée. La Commission des services financiers de l'Ontario est tenue d'assurer une surveillance à vie pour protéger les consommateurs.

Le projet de loi modifie l'article 115 de la Loi sur les assurances afin de prévoir une exception à la règle actuelle qui interdit à quiconque n'est pas un agent d'agent autorisé de faire le commerce de polices d'assurance-vie. L'interdiction ne s'applique pas à la vente d'une police d'assurance-vie si le rachat est effectué auprès du titulaire initial de la police, si celle-ci est détenue depuis au moins 36 mois et si les autres exigences prescrites sont remplies.



3 1761 11546074 3

Sanction royale

3^e Lecture

2^e Lecture

1^{re} Lecture 3 octobre 2017

Projet de loi de député

M. M. Collé

pour autoriser les rachats de polices d'assurance-vie
Loi modifiant la Loi sur les assurances

Projet de loi 162

66 ELIZABETH II, 2017
2^e SESSION, 41st LEGISLATURE, ONTARIO

Legislative Assembly of Ontario
Assembly Legislatve de l'Ontario

